Olivier Fillieule, Isabelle Sommier, Sophie Béroud, Camille Masclet et le Collectif SOMBRERO[1], *Changer le monde, changer sa vie. Enquête sur les militantes et les militants des années 1968 en France,* Paris, Actes Sud, 2018.

Cinquante ans après Mai 1968, que sont les militants devenus ? Après avoir jeté toutes leurs forces dans la bataille, cru souvent en l'imminence d'une révolution, suspendu longtemps leurs investissements scolaires, professionnels, voire affectifs pour « faire l'histoire », comment ont-ils vécu l'érosion des espoirs de changement politique ?

La force de ce livre tient à un triple déplacement du regard – de Paris aux régions, des têtes d'affiche aux militants ordinaires, de la crise de mai à la séquence historique 1966-1983 – autant qu'à la richesse du matériau exploité : un dépouillement d'archives le plus souvent inexplorées, comme les documents déclassifiés des Renseignements généraux et des centaines de récits de vie recueillis à Lille, Lyon, Marseille, Nantes et Rennes auprès de militants des syndicats ouvriers, des gauches alternatives et du mouvement féministe.

Cette mosaïque d'histoires constitue la chair de ce livre et permet de brosser un portrait non impressionniste des soixante-huitards, de leur carrière professionnelle, de leur vie affective, de la continuité de leurs engagements, apportant des réponses enfin étayées aux questions suivantes : la vie des soixante-huitards a-t-elle été bouleversée ou simplement infléchie par le militantisme corps et âme des années 1970 ? En ont-ils tiré profit ou le déclassement sociaux fut-il le prix à payer ? Face aux convictions politiques d'antan, les militants font-ils figure d'apostats ou sont-ils toujours ancrés dans un rapport critique au monde social ? Peut-on dire qu'il existe une génération 68 ou n'est-ce qu'un mythe recouvrant d'un voile épais une hétérogénéité de personnes plus grande qu'on le l'imaginait ?

***

Les gauches alternatives

Le devenir des utopies militantes[2]

Ainsi que le souligne Jean Delatour, à la fin des années 1990, “ça a redémarré partout : tu as l’altermondialisme, avec les grandes messes internationales qui ont quand même été importantes, des manifestations considérables dans le monde, Attac. Après, ça s’est complètement affaissé, mais tu as eu dix ans en gros, entre la fin des années 1990 et une bonne partie des années 2000” (LCR, Marseille et Lyon). La charnière du nouveau millénaire est en effet au croisement de deux phénomènes favorisant le réengagement ou accentuant le militantisme de celles et ceux qui ne l’avaient jamais abandonné : le temps biographique de l’individu et le temps social de l’ouverture d’un nouveau cycle de protestation[3].

Quelques-uns que l’on pourrait qualifier de solitaires ne vivent que le premier, une disponibilité biographique accrue, qui lève, comme lors de leur jeunesse, les contraintes et les coûts de l’engagement. Cette liberté nouvelle est alors souvent utilisée pour se mettre au service d’autrui, comme pour l’ex-militante lyonnaise de la LCR Christine Kemener :

> “Quand on est à la retraite, on a un peu du temps, donc j’ai des activités associatives. Depuis deux ans je suis devenue écoutante à SOS amitié pour clore le tableau. […] Et c’est drôlement intéressant, comme écoute sociologique de la misère du monde. Cela m’a appris beaucoup de choses.”

Un événement peut être déclencheur du retour à l’engagement. Gilles Lechantre, ancien militant de la GP lilloise, s’était éloigné depuis la fin des ann.es 1970 des organisations politiques et plus largement du milieu militant. Artisan, il s’était alors engagé dans la création de son entreprise o. il tentait d’instaurer un autre rapport avec ses salariés : “L’engagement, il est là, j’applique mes idées en étant différent dans l’entreprise, ce qui n’est pas toujours rationnel économiquement.” À sa retraite, il reprend progressivement d’autres activités, à commencer par l’équitation, avant de se rapprocher du groupe local de la LDH en 2013. Il trouve rapidement cela trop “ronronnant”, pas assez concret à son goût. Au cours de l’année 2015, il s’investit dans l’Association nationale des visiteurs de prison (ANVP) auprès des détenus condamnés pour de longues peines. Interrogé sur ce nouvel engagement après trente-cinq ans d’arrêt de militantisme, il évoque “les événements de Charlie [Hebdo]” qui lui font dire que “maintenant il faut que je fasse quelque chose”. Les prisons, qu’il connaît pour avoir grandi à Loos, à proximité de Lille, où se situait auparavant la maison d’arrêt du secteur, focalisent son attention :

> “Quand j’avais treize ou quatorze ans, le demi-frère de mon copain d’enfance avait fait des conneries et il s’était retrouvé en taule. […] J’étais télégraphiste. Loos pour les PTT. Les taulards étaient libérés sur télégramme du juge, et c’est moi qui allais les apporter. Les mecs hurlaient de joie quand ils me voyaient arriver. ça m’a toujours turlupiné quelque part.”

Lorsque nous le rencontrons dans le cadre de l’enquête, en octobre 2015, il est en train de monter un projet conjuguant équitation et aide aux prisonniers. L’ex-Drapeau rouge (DR) Charles-Antoine Guermeur associe ce qu’il qualifie de repolitisation au choc moral que

produit en lui la situation faite aux migrants de Calais :

> “Enfin moi et [sa femme], on se repolitise à travers l’humanitaire. Parce que, en fait, quand tu es dans l’humanitaire, en tout cas à Calais, tu découvres, avec la politique de l’État français vis-à-vis des réfugiés, le rejet de l’autre, la violence policière, la préoccupation principale de sécurité au lieu de l’humanité. Tu t’aperçois que l’État ne respecte pas la loi, les agents de l’État mentent en permanence, mais en permanence.”

La plupart des ex-gauchistes se remobilisent en groupes ou en couple en accueillant avec joie, après le coup de massue des années 1980 et la torpeur du début des années 1990, les nouvelles opportunités d’engagement qui se présentent : d’abord, l’émergence de l’altermondialisme, marqué par la naissance d’Attac en juin 1998, puis la protestation contre le sommet de l’OMC (Organisation mondiale du commerce) à Seattle l’année suivante[4].

Au total, vingt et un de nos enquêtés participent à ce mouvement – venus de toutes les villes et toutes les obédiences[5] –, à Attac ou lors de différentes campagnes, la dernière en date au moment de l’enquête étant celle contre le Tafta. Comme le note Antoine Nowak, “à Attac, il y a pas mal de recyclage de gens de cette époque” (PCRml, Lyon) qui, comme lui, sont non seulement enthousiastes mais disponibles pour mettre leurs savoir-faire militants au service de la cause : “Je vais au local d’Attac à Lyon et je dis : « Voilà, vous avez besoin de quelqu’un ? Je viens. » Et ils étaient super surpris, poursuit-il en riant, parce que c’est plutôt rare. Je me suis pointé en disant : « Je veux militer ! » Même situation pour l’ex-militante marseillaise de la GP Camille Baudouin : “Je fais partie du conseil d’administration, bon parce qu’on m’a un peu poussée aux fesses, il y a besoin de forces militantes, et maintenant que je suis à la retraite…” Avec son mari, elle a rejoint Attac dès sa création, “parce que ce n’était pas un parti” :

> “C’était quand même une analyse théorique sur les transactions financières, sur le marché financier, avec des objectifs bien ciblés ; donc c’était un langage nouveau, qui se voulait fédérateur au-delà des éléments strictement partisans […]. Nous, on avait déjà donné, les groupuscules…”

D’autres y vont car leur organisationen est membre fondatrice, comme Christian Pinçon, ex-Révo et militant de SUD à Marseille, qui, au bureau d’Attac depuis le début bien qu’il veuille passer la main, se souvient :

> “On était plus de mille sur le département. À ce moment, on a fait des Attac Aix, Attac Gardanne… Aujourd’hui, je ne sais pas combien on est, sur Marseille on était six cents. Maintenant on a du mal, on est beaucoup moins, on doit être cent cinquante.”

Anticapitalistes un jour, anticapitalistes toujours, ces ex-gauchistes trouvent dans l’altermondialisme un mode d’analyse du monde et de ses inégalités qui fait écho à une révolte non éteinte, mais des modalités de fonctionnement et d’action plus satisfaisantes que leurs groupuscules d’hier. Même si quelques uns auraient espéré que le succès du non

au référendum sur le TCE débouche sur une initiative politique, tel Yannick Michel :

> “Je pense qu’Attac aurait pu être le coeur d’une refondation de la gauche. Il y avait vraiment quelque chose qui pouvait se faire là. Sauf qu’Attac n’a pas voulu jouer ce rôle. Et ne jouant pas ce rôle, il s’est sclérosé parce que, de fait, ça n’a rien à voir avec ce que c’était au départ. C’est dommage parce qu’il y avait une opportunité, il y avait quelque chose à faire. ça aurait pu marcher parce qu’on regroupait des gens militants qui n’étaient pas forcément encartés, et ceux qui étaient encartés venaient à Attac trouver autre chose. Et pouf [geste de chute]” (LCR, Rennes).

Plus récemment, ce sont les ZAD (zones à défendre)[6] qui mobilisent, en particulier la premi.re d’entre elles, Notre-Dame-des-Landes près de Nantes, et dans une moindre mesure Sivens. À l’inverse de l’altermondialisme, la contestation est circonscrite aux ex du Grand Ouest (dix-sept personnes[7]) et attire principalement les ex-maoïstes (sept), loin devant les anciens du PSU (quatre), de Révo (trois), les deux trotskistes et le seul anarchiste – ce qui peut s’expliquer à la fois par le nombre des premiers dans les deux villes et leur sensibilité écologique, mais aussi par le caractère historique de la lutte contre le projet d’aéroport, entamée en 1972. Pour l’ex-PCRml lyonnais Charles Delmas, “il se passe un truc” . Notre-Dame-des-Landes où il “rencontre des gens fabuleux”. Son confrère anarchiste Bernard Dumoulin y a passé une semaine “magique, magnifique” :

> “J’avais l’impression d’être dans les dessins de Tardi de la guerre de 14 où il fallait marcher sur le caillebotis, on posait le pied à côté, on laissait la chaussure dans trente centimètres de boue ; il faisait froid, pas de chauffage… Et puis des jeunes… Bon, des punks à chiens qui étaient délirants, sympas, adorables, qui allaient casser la gueule des flics, leur balancer des oeufs pleins de peinture pour Pâques, enfin voilà. C’était magique.”

On voit ici une autre différence avec l’altermondialisme dont l’adhésion est, disons, plutôt cérébrale tandis que le moteur semble ici plus affectif et renvoie à une forme de nostalgie. Catherine Morel, maoïste nantaise, fait par exemple le parallèle avec ses années d’étudiante militante : “La fac, c’était un peu comme la ZAD maintenant [rires] !!! Les gens y vivaient, y bouffaient.” Jean Le Bel, venu du PSU dans la même ville, considère quant à lui que

> “les paysans de Notre-Dame-des-Landes, c’est l’héritage du Larzac, avec cette capacité à tenir, tant que faire se peut, la non-violence, et à faire partie d’un combat avec des gens qui ont une autre culture, enfin des désaccords sur la mani.re d’envisager notre société d’avenir mais ça produit pour moi, chez les uns et chez les autres, une capacité future à continuer”.

Enfin, certains enquêtés sont investis dans des universités populaires, des associations d’éducation ou ayant pour objectif de transmettre des expériences et des connaissances – tel le Marseillais Jean Delatour autour de son expérience homosexuelle. Paulette Crépin, ex-PSU lilloise, a fondé en 1994 une association de quartier qui s’emploie à créer du lien entre les générations, attachée qu’elle est au concret et à la pratique. Pour d’autres, c’est par

l'écriture que se matérialise la volonté d'expression et de transmission. Ex-PSU nantaise puis membre des Comités communistes autogestionnaires (CCA), Marie-Odile Pesneau rejoint des organisations féministes, notamment en participant à des activités intellectuelles liées à sa profession. Professeure de lettres modernes, elle a siégé dans une commission municipale consacrée à la place des femmes dans les manuels scolaires et participé à un ouvrage édité à l'occasion du bicentenaire du lycée Clemenceau (sa contribution concerne les professeurs et les élèves femmes). Elle publie aussi trois romans qui ont une dimension militante puisqu'elle y aborde des thématiques telles que la marée noire, les réfugiés ou encore l'avortement qui fut la cause principale de son engagement féministe. L'écriture est ainsi pour elle une poursuite du militantisme par d'autres moyens[8]. Des ex-militants des gauches alternatives s'investissent encore dans des associations mémorielles, liées notamment à des conflits locaux spécifiques. À Nantes par exemple, les deux ex-maoïstes Paul Tinquet et Yann Germain sont membres de l'association Une tour, une histoire, fondée en 1993 autour d'un projet de mise en mémoire des expériences de l'usine métallurgique Tréfimétaux où ils furent très actifs.

L'intérêt des anciens militants pour notre travail – que nous avons pu mesurer au fil de l'enquête et de nos rencontres – témoigne de leur attachement à leurs engagements passés, à leurs anciennes organisations, à leurs camarades autant qu'à leurs utopies toujours vivantes. Beaucoup demeurent convaincus et engagés : les ex de 68 se montrent bien loin de l'image des soixante-huitards renégats du Rotary Club évoquée par Guy Hocquenghem.

***

Les féministes

Quand l'amitié donne des "elles". Une camaraderie militante à la croisée des combats féministes[9]

Pour nombre d'enquêtées, les camarades d'antan demeurent des amies au temps présent. Ces constats rejoignent ceux de Camille Masclet à propos du mouvement des femmes lyonnais et grenoblois dont les anciennes protagonistes restent liées entre elles par d'intenses relations d'amitié[10]. Blanca Dégardin, militante à Révo !, rencontre en 1976, à Lille, Elise Duvernois, engagée dans la GOP lorsque les deux organisations fusionnent pour devenir l'OCT. Depuis, d'après Blanca, elles ne se sont pour ainsi dire jamais quittées :

> "Jamais ! Je l'ai encore eue au téléphone hier. C'est quelqu'un que j'aime profondément ! Vous voyez, comme quoi les femmes peuvent s'aimer !".

Pour Evelyne Robin et Lucia Pacchiano, la pérennité de leur relation affective s'origine, nous l'avons vu, dans la complicité qu'ont nourri les deux femmes au sein du MLAC de Lille. Si les liens se distendent avec les groupes militants traversés dans les années 1970, cette relation privilégiée résiste. Même leur éloignement géographique ne grève pas cette amitié, qu'elles entretiennent par des correspondances électroniques et postales et des séjours dans leur résidence respective. De leur côté, Fannette Bozonnet et Cathy Debroe se rencontrent moins fréquemment depuis la fin de leur engagement. La présente recherche a constitué pour elles une occasion de se retrouver ; les entretiens ont en effet été réalisés chez Fannette en la présence de Cathy. Malgré certaines divergences actuelles de points de vue, les deux femmes conservent une forme de complicité, dont témoigne l'usage du

sobriquet “Chouchou” par Cathy quand elle s’adresse amicalement à Fannette. La familiarité de ses interpellations – “[rires] On est complémentaires, ma grande !” –, comme l’interjection prenant à témoin sa comparse – “Hein Fannette ? Sacrée période !” – signalent la connivence issue du vécu passé. En particulier, les moments de vie partagés dans des communautés sont le terreau d’amitiés profondes et durables. Il arrive même que le partage de l’éducation des enfants transforme le statut d’amies en celui de membres de la famille. C’est le cas de Gisèle Monnier et de Flora Desbois, membres du Cercle Flora Tristan à Lyon dans les années 1970, qui ont

> “essayé de sortir du cadre de la famille”, se sont épaulées pour élever leurs enfants et demeurent des personnes qui comptent pour les membres de leur famille respective. Aux confins de cette fidélité amicale, se niche un combat pour la préservation de territoires féminins autonomes. La relation privilégiée que ces deux femmes entretiennent répond explicitement à cette visée : “Je garde encore plein de choses que je ne partageais qu’avec mon mari […] Il y a des choses que je ne partage qu’avec ma copine”.

Les amitiés féministes ne se vivent pas uniquement en duo mais composent également des affinités collectives qui tissent un réseau de relations sociales denses, comme celui qui entoure Flora Desbois. Lorsqu’elle célèbre en 2013 ses 70 ans et invite ses “copines du Planning”, elle parvient à réunir pas moins de quarante personnes. À un autre niveau, le projet éditorial *Chronique d’une passion. Histoire du mouvement de libération des femmes à Lyon*[11], né à la fin des années 1980 d’une volonté de militantes d’écrire leur histoire, est mentionné par Martine Giry comme une aventure fédératrice, une “métabolisation de ce qui s’était passé”. Cette écriture collective, au-delà de sa dimension mémorielle[12], met en mouvement d’anciennes actrices, entretient un réseau d’interconnaissance et conduit au partage de projets intellectuels. Aujourd’hui encore, Martine a ainsi le sentiment de se sentir à la page des débats féministes, alimentés par ses amies, dont l’une, professeure à l’université, enseigne d’ailleurs l’histoire du genre à sa propre fille.

Des groupes féministes d’avant aux groupes amicaux d’aujourd’hui

Au-delà de ces amitiés interpersonnelles, l’évolution chronologique des liens affinitaires entre militantes féministes signale une perduration de groupes non mixtes de sociabilité. Les collectifs militants des années 1970-80 se transposent dans des groupes informels qui entretiennent les souvenirs, perpétuent l’appartenance à une communauté et signent la “persistance d’une forme ordinaire de féminisme[13]. Loin d’être des expériences anecdotiques, les rencontres que nous évoquons ci-après matérialisent avec force une dimension centrale du sens politique de ces amitiés, ayant une certaine portée dans le temps : la valeur donnée aux relations exclusivement féminines est un résultat de cette socialisation féministe.

Au départ conçu pour symboliser des retrouvailles lors des journées internationales des droits des femmes du 8 mars, dont les manifestations s’étiolent à Lille, le regroupement de huit amies féministes et syndicalistes des années 1970-80, se transforme progressivement en “un groupe de nanas qui se fendent la gueule”, sans prétention militante, qui s’appelle les “Drôles de dames”. Actif depuis près de quinze ans maintenant, le groupe puise sa durabilité dans la convivialité qu’il a su aménager, *via* des déjeuners mensuels ou dans le

cadre de week-ends au bord de la mer. De surcroît, la dénomination du groupe, reprise du titre d'une série télévisée des années 1970, symbolise, par-delà les références communes à cette génération de militantes, leur ressemblance aux personnages principales du scénario, indépendantes et rebelles. Précisons que la singularité de ce groupe est de transgresser les frontières organisationnelles – en recrutant d'anciennes camarades syndicaliste de la CFDT, une militante de la JCR, une engagée dans le mouvement des parents d'élèves, une salariée du secteur santé-sociaux – et de transcender les lignes générationnelles, en réunissant des marraines septuagénaires et des plus jeunes approchant la soixantaine. Encore inséré dans l'actualité féministe, au courant "des choses qui se passent sur les femmes", ce groupe est un lieu d'échanges politiques animés. En témoignent les "gros débats, grosses engueulades" survenus lorsque Dalila Ménard, membre du groupe, s'est décidée à 60 ans à porter le voile ; un choix qui a déplu à certaines membres du groupe convaincues que le foulard islamique est un signe inacceptable d'assujettissement des femmes. À Marseille, un groupe d'anciennes militantes du CODIF continuent de se côtoyer sous l'amusante appellation des "Sorcières". La visée de ces retrouvailles consiste à se remémorer les souvenirs et anecdotes militants à l'occasion de divers rendez-vous. Du côté rennais, le "Dîner des dames", autrement appelé le "DDD", réunissant cinq anciennes membres de la commission femmes de la CFDT depuis 1979, est toujours d'actualité. À noter que les liens d'amitié tissés entre les participantes s'entremêlent à leurs histoires conjugales, deux des membres du groupe ayant successivement vécu avec le même compagnon. Débarrassées de sentiments de jalousie, ces "compagnonnes" construisent des relations de bons termes. Par exemple, lors du mariage de la nouvelle compagne, l'ex-épouse a été réclamée comme témoin. Si ces trois groupes ont en commun de réunir d'anciennes co-militantes autour de moments conviviaux, ils partagent aussi une dénomination insolite, symbolisant la distance ironique que ces femmes cultivent à l'égard de leur féminisme passé.

Enfin, le féminisme et la non-mixité imprègnent les passe-temps récréatifs d'anciennes militantes une fois leur retraite entamée. Sous l'impulsion d'une ancienne salariée du Planning Familial rennais, partie à Bordeaux avant de revenir en Bretagne au début des années 2000, les ex-compagnes de route de l'association sont invitées à former ce qu'Angèle Delcourt (Rennes) appelle le "groupe lecture". Le propos de cette réunion consiste à partager un repas à la suite duquel chacune revient sur le livre "qu'elle a aimé" et qu'elle a lu durant le mois écoulé. Le concept de lecture partagée est déjà familier à Angèle qui, sous l'égide du CIDF, a participé à un concept similaire quelques années auparavant, à la fin de la décennie 1990.

Tenir (et s'épuiser) ensemble dans le militantisme

Ces relations amicales durables permettent de maintenir l'engagement et de stabiliser les choix militants[14]. Il en va ainsi du "noyau dur" de la dizaine d'anciennes militantes de Psychépo marseillaises, investies il y a peu de temps encore dans l'organisation de la journée du 8 mars. En partenariat avec la librairie du Musée national de Marseille et de quelques universitaires, ces doyennes du mouvement féministe ont organisé la présentation du *Dictionnaire des créatrices* publié par les Éditions des femmes, maison d'édition affiliée au collectif Psychépo, en 2014. La continuité des liens amicaux peut par ailleurs déborder sur le terrain professionnel où certaines ex-militantes, restées très proches, partagent une même activité. C'est notamment le cas de l'équipe de chercheuses qui environne Sylvie Boissière (Lyon). Que ce soit dans les objets de recherche comme dans les manières de la pratiquer, les traces d'une continuité avec le mouvement des femmes

sont criantes à ses yeux. Dans les années 1980, le “petit groupe des intellos” de Lyon, fondateur du Centre Lyonnaises d’Études Féministes (CLEF), s’engage d’abord dans la rédaction d’un ouvrage collectif ; expérience que trois d’entre elles réitèrent ultérieurement en menant, pendant huit ans, une recherche sur un sujet commun. S’agissant de ces deux travaux scientifiques et du fonctionnement collectif qui les a portées, Sylvie en parle avec émerveillement. La marque qu’a laissée le mouvement des femmes sur ces recherches est visible dans les séances de travail réalisées lors de week-ends à la campagne, dans l’horizontalité des relations entre collègues, mais surtout dans la validation d’une écriture personnalisée. L’indicateur ultime de cette transposition reste pour Sylvie la signature collective, et donc anonyme, d’un des ouvrages : “On a oublié de mettre nos noms sur la couverture du livre. […] C’est fou quand même ! Et ça c’était vraiment un héritage”.

La professionnalisation du militantisme d’anciennes camarades dans des associations féministes contemporaines fournit un autre contexte propice à la perduration de fidélités amicales. Christine Couturier, féministe membre de Révolution ! et de FTL, proche du groupe femmes Nantes-Nord, lance en 1978 le festival “Tout feu tout flammes”, initiative qui devient Ciné-femmes à partir de 1982. Par l’intermédiaire de ce festival dont le succès perdure aujourd’hui, Nadine Lempereur, militante active au sein du Planning Familial, est sollicitée par Christine pour un partenariat inter-associatif autour de l’événement. De même, Odile Baudry, ancienne colocataire de Christine et proche amie de Nadine, toutes les trois ayant été investies au début des années 1980 dans l’émission radiophonique féministe “Les panthères roses”, est conviée, par le biais des postes successifs qu’elle occupe dans les différents établissements sociaux nantais, à soutenir le festival. Même si ces trois femmes déplorent l’épuisement de leurs relations, leur convergence autour d’événements ponctuels attèle leur histoire d’amitié autour du féminisme culturel. Y compris au cours de l’enquête, le partage d’initiatives communes subsiste, puisque les récits de vie menés auprès d’anciennes militantes sont couverts par l’association Ciné-femmes, afin d’en conserver une mémoire audiovisuelle.

S’ils perdurent, ces liens affectifs ne sont pourtant pas inépuisables et sont susceptibles d’être éprouvés par l’invalidation de choix personnels par son propre groupe de paires, provoquant un sentiment de trahison. Pour Francine Mansart, ex-participante d’un groupe de femmes au sein de la Ligue rennaise, la ligne de démarcation entre les “vraies” amies et les moins fidèles se lit dans leur compréhension différenciée de ses choix de vie. Lors de l’entretien, elle ne cache pas sa déception à l’endroit d’anciennes camarades féministes et d’extrême gauche qui auraient perdu leur intégrité en reprenant pour argent comptant les rhétoriques essentialistes de l’instinct maternel et jugent négativement ses prises de distance des schémas familiaux classiques.

Ces amitiés, lorsqu’elles s’intriquent aux enjeux de professionnalisation du militantisme, sont de surcroît soumises à des dégradations de condition de travail qui ricochent inévitablement sur les relations entre collègues. À la faveur de l’élection de François Mitterrand et de la création du Ministère des droits des femmes, Maryse Steiner et ses camarades féministes montent au milieu des années 1980 une association d’aide aux femmes victimes de violence, avec un projet de centre d’hébergement à Lyon. Par les subventions qu’elles parviennent à obtenir, des postes de salariées sont créés, dont l’un est occupé par Maryse. Elle consacre dix années à ce travail, puis le quitte au milieu des années 1990 pour un autre emploi avant d’y revenir, à mi-temps, dans les années 2000. Après ce retour, des conflits éclatent entre les militantes de l’association, éloignent définitivement Maryse d’une partie de son ancien groupe d’amies co-fondatrices et ont finalement raison de son engagement féministe, duquel elle se “[met] en retrait” tout en

conservant ses convictions : “Au niveau des valeurs, il n’y a rien de changé”.

Il est également des relations d’amitié fortes qui ne parviennent pas à transcender les différences de classe, lesquelles continuent d’entacher la qualité de l’attachement. Y compris lorsque la camaraderie féministe s’est construite sur des bases communes, – être mères de famille et femmes mariées dans un milieu féministe jeune, célibataire et sans enfant -, cette identité ne procure pas les mêmes ressources aux femmes selon leur milieu social d’origine, notamment en termes de reconversion dans le champ professionnel. Dès lors, le sentiment d’illégitimité de classe, resté indicible, est vécu comme une blessure qui demeure béante. Le récit des échanges entre deux de ces amies, rapporté par la moins dotée, atteste des fractures sociales qui lui paraissent infranchissables :

> “Mais parfois c’était douloureux. Parfois j’ai vécu dans la douleur, parce que je sentais le décalage. […] Ça me faisait très, très mal, parce que je sentais la différence. C’était deux mondes. Et je pense qu’elles n’en ont jamais eu conscience, parce que je n’en ai jamais parlé. Et il n’y a pas très longtemps, j’ai parlé de certaines choses à mon amie la dernière fois qu’on s’est vues. Elle m’a dit : « Mais, tu me dis ça maintenant, mais c’est pas possible ». Je lui dis « Ben oui, mais vous ne pouviez pas entendre, vous ne pouviez pas comprendre ». […] C’est toujours pareil, quand on est, malgré tout, du bon côté du bâton, je pense qu’on ne s’imagine pas. On est dans un rapport de supériorité, quoi qu’on dise, parce que c’est quand même quelque chose que j’ai vécu. […] Et la différence elle existe toujours. Toujours, toujours, toujours.”

Enfin, l’amitié parfois s’effrite pour ne devenir plus qu’un sentiment de loyauté envers ses ex-camarades. À ce titre, une interviewée manifeste sa réserve quant aux retrouvailles régulièrement organisées entre anciennes amies d’un groupe de femmes. Elle explique son attachement à ce rendez-vous familier par “amitié, fidélité” et concède néanmoins qu’elle n’y trouve plus nécessairement son compte : “C’est vrai que moi je m’ennuie presque un petit peu”. La lassitude éprouvée par cette routine s’explique par le manque de vitalité et d’optimisme de ces rendez-vous, réunissant des femmes aujourd’hui d’un certain âge, ayant parfois été peu épargnées par la vie : “Ce qui fait que c’est un peu tristounet maintenant, et puis des femmes seules à un certain âge ça peut être dur”.

Au terme de ces récits d’amitié, la création et le resserrement des liens entre femmes apparaissent comme une condition significative autant qu’une conséquence de l’épanouissement d’une parole féministe. Cela vaut aussi sur le long terme, comme le montrent les cas fréquents de sociabilités durables. C’est à la spécificité du féminisme par rapport à d’autres engagements que la démonstration aboutit : il est un mouvement fortement catalysé, alimenté et maintenu par l’amitié. La camaraderie entre femmes devient traductible dans des modes d’organisation politiques privilégiant la non-mixité, lesquels prennent parfois alternativement ou concomitamment un statut formel et informel. Constater la centralité de l’amitié dans l’engagement féministe n’est en définitive pas tellement étonnant : dans la mesure où celui-ci implique une attention toute particulière à la dimension intime et privée du politique, il favorise un fonctionnement affinitaire.

Il a fallu toutefois souligner quelques nuances. Les espaces de parole et de soutien non mixtes créés entre femmes poursuivent ce défi sororal, sans nécessairement y parvenir. Car, bien sûr, les relations d’amitié ne subsument pas toutes les formes de relations sociales ; elles sont travaillées par les tensions qui traversent le militantisme lui-

même et le groupe social des femmes. En pratique, l'évolution des stratégies de lutte, de la vie des organisations (en particulier la professionnalisation du militantisme) et de l'espace militant local éprouvent les liens d'amitiés scellés entre militantes. Sur la durée, les parcours de vie accusent les positions sociales différenciées entre femmes et rejouent incessamment les termes de l'entrecroisement vie privée/action politique propre au militantisme féministe.

Notes

[1] Le Collectif SOMBRERO est composé de (par ordre alphabétique) : François Alfandari, Lucie Bargel, Sophie Béroud, Charles Berthonneau, Émilie Biland, Marie Charvet, Annie Collovald, Clémentine Comer, Jean-Gabriel Contamin, Olivier Fillieule, Laure Fleury, Hélène Ha, Tristan Haute, Florence Joshua, Bleuwenn Lechaux, Camille Masclet, Lilian Mathieu, Eve Meuret-Champfort, Séverine Misset, Maëlle Moalic-Minnaert, Davide Morselli, Sophie Orange, Julie Pagis, Mathilde Pette, Alice Picard, Lydie Porée, Vincent Porhel, Pierre Rouxel, Lucile Ruault, Isabelle Sommier, Lucia Valdivia et Karel Yon.

[2] Extraits du chapitre 19 du livre, par Mathilde Pette et Isabelle Sommier.

[3] Isabelle Sommier, *Le Renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Flammarion, Paris, 2003.

[4] Sur le sujet, voir Éric Agrikoliansky, Olivier Fillieule et Nonna Mayer (dir.), *L'Altermondialisme en France : la longue histoire d'une nouvelle cause*, Flammarion, Paris, 2004 ; Isabelle Sommier, Olivier Fillieule et Éric Agrikoliansky (dir.), *Généalogie du mouvement antiglobalisation en Europe. Une perspective comparée*, Karthala, Paris, 2008.

[5] Si les villes sont équilibrées, les appartenances organisationnelles passées le sont moins au profit des membres du PSU et des maoïstes (sept chacun), cinq de la LCR, contre un seul anarchiste et un seul Révo.

[6] L'acronyme, inventé par les activistes, détourne le sigle officiel de "zone d'aménagement différé" créé en 1974 par les autorités à propos du projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, celle-ci devenant ainsi la première "zone à défendre". On en compte aujourd'hui une dizaine. Entré dans le dictionnaire du Petit Robert en 2015, le terme "zadiste" désigne un "militant qui occupe une ZAD pour s'opposer à un projet d'aménagement qui porterait préjudice à l'environnement". La contestation du barrage de Sivens dans le Tarn a été entachée de la mort d'un manifestant, Rémi Fraisse, tué par une grenade offensive tirée par un gendarme le 26 octobre 2014.

[7] En dehors d'un Lillois et de deux Lyonnais, on compte trois Rennais et surtout onze Nantais.

[8] Annie Collovald et Érik Neveu, "Le « néo-polar ». Du gauchisme politique au gauchisme littéraire", *Sociétés & Représentations*, vol. 11, n°1, 2001, p. 77-93 ; Boris Gobille, *Crise politique et incertitude. Régimes de problématisation et logiques de mobilisation des écrivains en Mai 68*, thèse de doctorat d'études politiques sous la direction de Bernard Pudal, EHESS, Paris, 2003.

[9] Extraits du chapitre 28 du livre, par Clémentine Comer, Helen Ha et Lucie Ruault.

[10] Camille Masclet, *Sociologie des féministes des années 1970. Analyse localisée, incidences biographiques et transmission familiale d'un engagement pour la cause des femmes en France*, Thèse de doctorat en science politique et en sociologie, Universités de Lausanne et Paris 8, 2017.

[11] CLEF, *Chronique d'une passion. Histoire du mouvement de libération des femmes à Lyon*, L'Harmattan, Paris, 1989.

[12] Marion Charpenel, *"Le privé est politique !" Sociologie des mémoires féministes en France*, Thèse de doctorat en science politique, IEP de Paris, 2014.

[13] Camille Masclet, *Thèse citée*.

[14] Camille Masclet, *Thèse citée.*